

La place de la science économique dans les sciences de l'homme

François-Albert Angers

Volume 34, numéro 2, juillet-septembre 1958

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1000167ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1000167ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Angers, F.-A. (1958). La place de la science économique dans les sciences de l'homme. *L'Actualité économique*, 34(2), 232–243.
<https://doi.org/10.7202/1000167ar>

La place de la science économique dans les sciences de l'homme

La place exacte de la science économique parmi les sciences de l'homme n'est pas facile à préciser. Car s'il est un point sur lequel les économistes des diverses écoles ne sont pas d'accord, peut-être encore moins aujourd'hui qu'il y a une dizaine d'années, c'est d'abord sur le sens général que revêt la science économique, sur la méthode qu'il convient d'y pratiquer. De plus, il y a toujours eu un conflit assez sérieux entre les économistes et les moralistes ou les philosophes, surtout les moralistes et les philosophes catholiques, sur la nature et la méthodologie de la science économique. Et ces discussions n'ont pas été facilitées du fait que, si les économistes ont toujours trouvé les philosophes assez mauvais économistes, les économistes ont souvent été encore plus mauvais philosophes. Ils se sont parfois inconsciemment appliqués à aggraver la confusion par des affirmations souvent trompeuses sur leurs propres positions philosophiques.

Il ne me paraît pas y avoir de difficultés à saisir le sujet de cette science. Il est assez évident qu'en science économique nous essayons de comprendre quelles sont les lois — s'il en est — qui régissent la partie de l'activité humaine consacrée aux efforts nécessaires pour, comme on dit, «gagner sa vie», et l'agrémenter de tout ce qui se peut fabriquer ou s'acheter.

L'économie politique est donc indiscutablement une science de l'homme. Et les discussions à son sujet commencent quand on vient à en déterminer l'objet. Se propose-t-elle d'améliorer la con-

dition humaine par l'établissement d'un meilleur système économique? Ou au contraire vise-t-elle simplement à expliquer comment se déroule la vie économique? Dans le premier cas, nous aurions affaire à une éthique, mais basée sur quelle physique ou quelle métaphysique? Dans le second, est-ce à une physique ou à une métaphysique que nous aurions affaire? Le présent article ne se propose pas d'aborder ce sujet qui a été traité antérieurement, pour lui-même, dans les pages mêmes de cette revue¹. Tout au plus s'agira-t-il de voir si l'on peut espérer la même contribution de la science économique à la science de l'homme, selon que l'une ou l'autre de ces formules serait retenue de préférence aux autres. Signalons seulement que d'une façon générale, les moralistes et autres esprits à tendance réformatrice lui ont toujours assigné le premier objet; alors que les économistes ont, pour la plupart, eu tendance à soutenir que leur métier était d'expliquer ce qui se passe ou ce qui pourrait se passer si . . . , et non pas de fournir les moyens de redresser les situations concrètes.

Bien souvent, nous sommes davantage en face de querelles de mots plus que de querelles de fond. Quoiqu'il faille bien l'admettre, ces querelles de mots ne sont pas sans comporter, en fin de compte, d'assez graves conséquences quand, au bout des raisonnements, chacun en vient à ses conclusions finales. Ou encore, ainsi que c'est le cas chez de nombreux économistes ou sociologues, comme aussi chez plusieurs moralistes, quand ces querelles de mots cachent un certain nombre de positions philosophiques ou scientifiques, qui n'auraient pas dû, en fait, intervenir dans la discussion, mais qui s'y trouvaient effectivement mêlées: positivisme philosophique d'une part, ou relent de la période décadente de la scolastique et anti-scientisme d'autre part.

Dans n'importe quel domaine de la connaissance, il y a toujours le côté de la spéculation et celui de l'action: le spéculatif et le pratique. En philosophie, c'est la métaphysique et la morale. Les sciences de la nature nous offrent les contreparties de la physique et du génie civil, de la chimie et de la technologie industrielle, etc. Les mathématiques pures, en quelque sorte conventionnelles, débouchent dans les mathématiques financières et dans la statis-

1. *L'Actualité Économique*, juillet-septembre 1952, «L'économique, quelle science? I — Spéculative ou normative?».

tique. Qui osera soutenir, en philosophie, que le spéculatif est ordonné au pratique, et n'existe qu'en fonction de lui? Qu'il est impossible de construire une métaphysique sans la subordonner à la morale? Quand, au contraire, comme le dit le Père Louis Lachance, dans son *Humanisme politique de Saint-Thomas*, «le rôle de la métaphysique (et aussi de l'expérience, ajoute-t-il) consiste et se borne, selon la formule reçue depuis saint Albert et saint Thomas, à fournir aux savoirs pratiques leur fondement indispensable». Le spéculatif est antérieur au pratique et le conditionne; il ne peut donc pas lui être subordonné.

La situation est la même dans l'économie. Il faut d'abord connaître la vie économique avant que de prétendre la régir ou l'ordonner. Il est évident par ailleurs que cette connaissance doit nous servir, si la chose paraît opportune, à un meilleur ordonnancement de l'action. Quoique liés l'un à l'autre d'une certaine façon, les deux domaines de la spéculation et de l'action y restent nettement distincts. Et toute la dispute tourne, en définitive, autour de la question de savoir si l'économie politique, prise comme entité particulière, ne doit englober que la partie spéculative de l'économie, ou doit désigner les deux parties spéculatives ou pratiques. Question de détail, en un certain sens, quoi qu'il puisse y avoir de graves inconvénients à vouloir poursuivre les deux objets ensemble. Quoi qu'on fasse, il restera toujours dans l'économie, deux disciplines ayant leurs exigences propres, l'une convenant à la science spéculative de l'activité économique, et l'autre à la science pratique de l'activité économique.

Si seul devait être retenu l'aspect d'une science économique, science pratique, l'économie politique ne saurait être envisagée comme susceptible d'apporter une véritable contribution aux sciences de l'homme. Pas plus qu'on ne songerait à considérer la morale comme une contribution aux progrès de la métaphysique, ou le génie civil comme un élément important à la compréhension de la physique. Sans doute, rien n'est absolument tranché ou séparé dans le domaine de la connaissance par l'homme. Le travail de l'ingénieur peut lui fournir l'occasion d'une découverte qui, s'il sait en voir les conséquences scientifiques, peut ouvrir la porte à un progrès dans la science même. Mais cela fait partie des hasards de la recherche, non pas de l'objet intrinsèque de son

activité. De soi, le génie civil dépend de la science, et non pas vraiment l'inverse.

Mais la division la plus profonde des opinions n'est pas là. Elle réside dans les conflits de méthodes, entre économistes eux-mêmes, avec intrusions philosophiques, là même où l'on s'entend sur le caractère spéculatif et distinct d'au moins une partie de la science économique. Faut-il traiter l'économie comme une métaphysique ou une physique; ou encore comme une physique rationnelle plutôt que comme une physique expérimentale?

L'économie politique a, aujourd'hui, ses métaphysiciens. Ils soutiennent la thèse que l'économie est inexplicable sans tenir compte de l'homme complet. Impossible donc de l'envisager convenablement sans tenir compte de la nature ontologique de l'homme, sans envisager ses fins essentielles. L'argument est sans doute incontestable pour autant qu'il s'agisse d'aboutir, par l'économie politique, à une vie économique entièrement et parfaitement comprise sous tous ses aspects. Le point est justement de savoir si c'est à l'économiste qu'il appartient de construire une telle science; ou si une telle science est vraiment indispensable pour fournir une explication valable des faits économiques qui se déroulent sous nos yeux. On ne nie pas pour autant la nécessité d'une philosophie ou métaphysique de l'économie, ou peut-être plus exactement de philosopher ou d'appliquer la métaphysique aux problèmes de l'économie. Mais on conteste que le point de vue philosophique soit, de soi, apte à fournir des réponses aux questions qui sont celles auxquelles l'économiste s'intéresse. La nécessité de philosopher s'impose au niveau de la politique; elle n'a qu'accessoirement sa raison d'être au stage scientifique.

Ce que la philosophie permet de comprendre, ce sont les causes premières, profondes, ultimes ou essentielles des choses. Elle y arrive par des raisonnements ou déductions procédant de principes premiers qui s'imposent à la raison à partir d'évidences simples. L'économiste, incontestablement, est d'abord un phénoménologiste. Ce qu'il doit expliquer — variations des prix, mécanisme de la répartition, etc. — est, selon le vocabulaire philosophique, de l'ordre des faits contingents, des causes secondes et immédiates, dont la philosophie ne peut, par ses moyens, vraiment rendre compte autrement que pour en reconnaître la nature accidentelle et définir,

si l'on peut ainsi dire, l'essence même de l'accident en général. Elle est la plupart du temps impuissante à expliquer chaque accident dans ses caractères particuliers. Sa méthode ne peut pas vraiment permettre à l'économiste de trouver réponse à ses problèmes, et c'est en somme comme par hasard que les économistes — la plupart attachés en fait à une conception métaphysique de l'économie — ont pu construire une science économique valable . . . mais entachée de quelles illusions!¹

Pour ma part, j'estime qu'il importe de se dégager de ce que le Père Lachance, dans l'ouvrage déjà cité, a appelé avec tant de raison «l'obsession métaphysique». Il n'est plus guère discutable aujourd'hui qu'il existe deux façons différentes d'arriver à la vérité spéculativement, selon l'ordre des faits étudiés. Deux façons qui ne sont donc pas interchangeables, mais bien complémentaires, parce qu'elles nous conduisent chacune à découvrir un aspect propre des choses qui est inaccessible par l'une ou l'autre méthode employée seule. Le mode métaphysique, en partant de l'expérience, appréhende et établit par le raisonnement le savoir essentiel; le mode expérimental éclaire le phénomène et les relations immédiates ou prochaines qui le relient à d'autres phénomènes. La première conduit aux grandes certitudes ontologiques et logiques; la seconde, aux évidences expérimentales ou aux certitudes hypothétiques.

Les contradictions qui paraissent surgir parfois entre ces deux ordres de vérités ne sont la plupart du temps qu'apparentes ou temporaires. Un exemple plus imagé qu'approprié aux vraies données du problème fera comprendre de quoi il s'agit. L'observateur qui monterait assez haut au-dessus du sol pourrait apercevoir en même temps qu'il existe deux villes qu'il pourra appeler Moscou et Montréal: de cette hauteur les villes en question lui paraîtront relativement rapprochées et faciles à atteindre par des chemins dépourvus d'aspérités et d'obstacles. Par ailleurs, l'observateur posté au sol ne peut, en tant qu'observateur, qu'ignorer l'existence d'une des villes, s'il est dans l'autre. Si l'observateur d'en haut lui affirme qu'elle existe, il aura tort de le contredire sur la foi de ses observations; mais il voit bien lui la hauteur des montagnes et la largeur des océans qui lui en barre la route, et l'observateur

1. Cf. *L'Actualité Économique*, octobre-décembre 1952, «L'économie, quelle science? Métaphysique, physique ou morale?».

d'en haut serait mal venu de lui contester l'existence de ces difficultés sur la foi de ce qu'il voit.

Aussi, comme l'exprime excellemment le Père Lachance, il ne saurait s'agir de nier, même dans le domaine des sciences de l'homme, «l'utilité d'un savoir social fondé sur l'expérience et l'induction, ayant pour objet précis de déterminer le mode concret selon lequel s'actualisent les causes profondes» dont découlent l'activité politique ou économique. Tout ce qu'il suffit de tenir pour rester dans la plus stricte orthodoxie philosophique, c'est, dit encore le Père Lachance, «que ce ne serait pas un progrès dans l'explication des phénomènes sociaux de substituer aux causes véritables les facteurs qui en conditionnent l'existence». Autrement dit, et je cite toujours le Père Lachance, «il y a de la place à côté d'un savoir philosophique pour des disciplines expérimentales ou sociologiques de l'État, mais à la condition expresse que celles-ci n'aient pas la prétention de remplacer celles-là».

Ces distinctions appliquées à la matière étudiée en science économique nous font assez bien voir qu'il y a peu à gagner à concevoir celle-ci selon le mode d'un savoir philosophique, du moins tant qu'on cherche à bien comprendre ce qui se passe, et non pas à déterminer des modalités d'action ou d'intervention. Insuffisamment concrétisées, les relations établies à partir de nos connaissances philosophiques sur l'homme, pour autant qu'il s'agit de certitudes, ne peuvent nous montrer que ce qui existe quand l'homme reste concrètement en plein accord avec les exigences essentielles de son être. On n'arrive en somme qu'à décrire une réalité d'ordre ontologique, souvent plus virtuelle qu'actuelle, ce qui est manifestement insuffisant pour les fins de l'économie. Un tel savoir n'a en définitive pas d'existence propre; il n'est qu'une manifestation de plus de la contribution que la philosophie elle-même apporte aux sciences humaines.

Ce n'est que comme savoir expérimental que l'économie politique acquiert une autonomie légitime, en vertu de laquelle il lui est possible d'apporter son propre contingent d'observations, de lois et d'hypothèses utiles à une meilleure connaissance actuelle et concrète de l'homme. Par ailleurs, si les hommes ont inventé l'économie politique, ce n'est pas pour pouvoir y raisonner sur les conséquences du péché originel, sur l'existence de Dieu et de

l'âme, sur les fins ultimes de l'homme en tant que la vie économique est concernée. Non pas que ces spéculations soient inutiles, mais que les cadres d'une science nouvelle n'étaient pas nécessaires à de telles fins: l'addition de nouveaux chapitres à la morale sociale y suffit au fur et à mesure des besoins. Une science nouvelle était devenue nécessaire, parce qu'avec les complications croissantes de la vie économique on trouvait de l'intérêt à dégager les causes les plus immédiates des variations de prix, des différences entre le salaire de l'ouvrier et le profit du patron, des dévaluations monétaires, de l'insuffisance des produits face à l'immensité des désirs à certains moments, et à d'autres, de l'excès des produits malgré la présence des désirs, etc., etc. . .

Ce sont là des problèmes tout à fait analogues à ceux que l'homme s'est posé quand il a voulu savoir pourquoi un corps abandonné dans l'espace tombe vers le centre de la terre; pourquoi l'eau bout sous l'effet de la chaleur; pourquoi les corps se dilatent sous l'effet de la chaleur et se contractent sous l'effet du froid, etc., etc. Ce sont des problèmes au sujet desquels, en eux-mêmes, nous n'avons pas besoin de remonter aux causes premières du monde, afin de les comprendre, de la façon dont nous voulons et avons besoin de les comprendre pour les fins de l'économie. Partir de l'existence de Dieu et descendre jusqu'à l'existence de la monnaie pour en expliquer le rôle dans l'activité humaine (et je parle là de spéculations qui se sont déjà faites) peut avoir son utilité sur un certain plan, mais ne nous dira jamais pourquoi, à tel moment, l'Allemagne de 1923 a dû dévaluer sa monnaie et ruiner tous ses créanciers étrangers; ni non plus comment il se fait que pendant la crise économique, les gens n'avaient pas de monnaie pour acheter même les produits les plus élémentaires, alors que les marchands n'avaient qu'un désir: en vendre. Il s'agit là de phénomènes dont l'explication se trouve tout d'abord dans des causes ou relations immédiates, et qui ne peuvent être bien compris, même en fonction des causes premières, que si nous comprenons bien les causes immédiates.

Même si l'on se place du point de vue de la science pratique de l'économie, de la politique économique, il ne nous suffira pas de savoir que Dieu a voulu donner à tous les hommes le partage de la terre, à l'avantage de tous et non seulement au profit de quelques-

uns par l'exploitation des autres, parce que les hommes sont tous égaux devant Dieu. Ce renseignement philosophique est indispensable et nous permettra d'orienter nos solutions dans un sens plutôt que dans un autre, de préférer certaines techniques à certaines autres. Mais il ne nous apporte aucun renseignement sur ce que devraient être ces techniques elles-mêmes. Or pour pouvoir empêcher le retour d'une situation dans laquelle la masse du peuple manque du nécessaire, alors qu'une minorité nage dans l'abondance, ce sont techniquement parlant les causes immédiates, accidentelles du phénomène qu'il faut connaître parfaitement, afin de pouvoir les supprimer ou les contrecarrer. À défaut de cette connaissance, on en sera réduit à constater que l'économie n'est pas conforme au plan divin; mais nul ne saura comment en sortir.

Ce qu'il y a de particulièrement intéressant pour les sciences de l'homme à partir du moment où, ayant pris conscience de ces faits, on conçoit l'économie comme une science expérimentale, c'est qu'elle devient, de toutes les sciences de l'homme, celle qui se prête le mieux aux mesures. C'est aussi celle qui nous permet de considérer l'homme dans une partie de son activité qui est continue, répétée. Incessamment renouvelée, parce qu'elle concerne en somme le train-train de sa vie quotidienne. C'est le domaine qui permet le mieux l'application des mathématiques et de la statistique aux questions humaines.

Le grand problème des sciences expérimentales humaines, en effet, surtout des sciences sociales, c'est de ne pas pouvoir, comme en physique, recréer en laboratoire les conditions d'une expérience et la répéter autant de fois qu'il est nécessaire, toujours dans les mêmes conditions, afin de pouvoir dégager une explication constante d'un phénomène ou loi scientifique. Les sciences sociales ne peuvent compter que sur l'observation des faits tels qu'ils se reproduisent dans une réalité qui est en somme toujours différente du point de vue des circonstances particulières. La science économique souffre des mêmes désavantages, mais elle porte sur une matière où les phénomènes sont de si fréquentes occurrences que les observations peuvent être multipliées presque à l'infini.

Elle a de plus l'avantage, sur les autres sciences sociales, de prendre l'homme dans une activité qui est tellement proche de la matière qu'elle oblige l'individu à trahir en quelque sorte ses sen-

timents par des prises de position qui se traduisent dans des quantités précises. Ces quantités sont d'ailleurs extérieures à l'homme. Elles ont trait aux choses de la nature, et par suite elles limitent l'action de l'homme dans des bornes que l'on peut assez exactement déterminer. Comment mesurer la hauteur des élans mystiques dans l'homme, ou déterminer à quoi exactement peuvent bien en correspondre les divers degrés. Seuls sont praticables des termes vagues, imprécis, susceptibles de prendre un sens différent avec chaque interlocuteur. Un terrain, au contraire, est limité à un certain rendement, inextensible sans des moyens nouveaux; une forêt contient une certaine quantité d'arbres qu'il ne sert de rien de surestimer, car il n'y aura jamais moyen d'en couper plus qu'il ne s'en trouve; une mine contient une certaine quantité de minerai, après quoi elle ne vaut plus rien. Autrement dit, l'économie politique est une discipline où la science des nombres, les mathématiques, peuvent qualifier des réactions humaines et en prescrire les limites possibles.

En sociologie, par exemple, certains phénomènes comme le patriotisme, l'esprit de groupe, la tendance à la sociabilité, les inclinations familiales peuvent être constatés. En mesurer l'intensité? Comment déterminer, en fonction de certaines éventualités, à quel moment les contraintes de la vie sociale, l'excès d'autoritarisme dans l'organisation sociale, sont susceptibles de provoquer des réactions de désintégration sociale? En économie politique, au contraire, le consommateur dispose toujours d'un revenu suffisamment précis, avec lequel, aux prix existants à un moment donné, il peut acheter une certaine variété de marchandises dont les combinaisons ne sont pas illimitées, ni nécessairement indéterminées. Par l'usage qu'il fera de son revenu et qui l'amènera à acheter telle quantité précise de tel bien plutôt que de tel autre, ses goûts et ses préférences se révèlent. Généralement, il lui est même loisible d'accroître ce revenu par plus de travail. Il le fera ou ne le fera pas, mais cela dépendra toujours du montant de son revenu et des prix qu'il paie pour les marchandises. Il est donc possible de déterminer assez exactement à partir de quel moment, de quel niveau de revenu ou de quelle quantité de biens, il préférera ne pas accroître sa richesse et ne pas consommer plus, plutôt que de travailler davantage.

Sur les marchés, au moment de l'achat, il devra se déterminer très rigoureusement. Peut-être tient-il énormément à une chose; peut-être y tient-il peu? Si nous devons nous contenter de cela nous devrions, comme la sociologie, rester passablement dans le vague sur ses véritables dispositions, car les déclarations humaines sont loin de toujours représenter les véritables réactions ou attitudes de l'homme. L'homme est, sans aucun doute, de tous les êtres de la création, celui qui a poussé le plus loin l'art de dissimuler à ses semblables ses véritables pensées ou motifs. Dans le domaine économique, nous le tenons cependant par l'obligation où il se trouve de prendre une décision très précise et très objective quant à son désir: achètera-t-il ou n'achètera-t-il pas au prix fixé? Vendra-t-il ou se retirera-t-il du marché s'il ne reçoit pas tel ou tel prix qu'il prétend indispensable à la survie de son entreprise? Nous savons qu'il y a des prix qu'il ne consentira pas à payer, et nous pouvons en somme juger par son propre geste, en dépit de tout ce qu'il aura pu dire, à quel prix limité il se déterminera au contraire à prendre l'objet. Il serait abusif de prétendre que cela mesure exactement son véritable comportement psychologique naturel, mais c'est certainement le moyen le plus précis qui existe de le caractériser par un nombre qui reste approximatif, mais qui est indiscutablement significatif. Et la comparaison de ces nombres entre eux, en fonction des différents objets en question, nous renseignera considérablement sur les habitudes et les goûts des individus, puis par des généralisations statistiques sur les tendances générales du comportement humain.

Ainsi, la façon dont les hommes aménagent leur budget, nous en dit bien plus long sur la psychologie de l'homme concret que les raisonnements philosophiques. Ceux-ci n'en sont pas plus faux pour cela — quand ils sont bien conduits — mais il arrive qu'ils nous montrent davantage l'homme tel qu'il devrait être ou pourrait être, selon sa nature intime et les exigences de sa finalité, que l'homme tel qu'il est. Avec le développement d'une science économique qui ne cessera d'accumuler dans l'avenir des connaissances de plus en plus précises sur les comportements humains et sur leurs conséquences immédiates, on ne pourra que s'aviser chaque jour davantage de l'importance de ces études et constatations, non seulement du point de vue du mécanisme ou de la

politique économique, mais d'une meilleure connaissance de l'homme lui-même dans toute sa complexité comme, en même temps sous certains aspects, de son extrême simplicité. Le moraliste lui-même finira par s'y intéresser davantage autrement que pour condamner sans nuances, au nom des principes. Car pour quiconque ambitionne de moraliser l'homme, c'est-à-dire de le convaincre d'être, dans son existence, ce qu'il est dans son essence, il est aussi important de connaître l'homme expérimental, économique ou sociologique, que l'homme métaphysique. Pour moraliser avec succès, il faut savoir partir des choses telles qu'elles sont existentiellement, les connaître comme telles pour apprécier ce qui leur manque par rapport aux exigences fondamentales.

Une science économique expérimentale, pour toutes ces raisons, finira sûrement par trouver sa place dans l'enseignement humaniste. Un tel enseignement se compose d'un ensemble de disciplines qui ont pour objet de former l'homme ambivalent qu'exige les divers aspects abstraits et concrets de notre existence. Après avoir formé l'esprit au raisonnement par la linguistique, et au maniement des réalités concrètes par les mathématiques, il est généralement couronné par un enseignement des sciences physiques et de la philosophie, en vue précisément d'initier l'esprit aux approches métaphysiques et expérimentales. La formation économique bien comprise (c'est-à-dire selon le mode expérimental) apparaît capable de permettre la cristallisation, dans l'esprit humain, d'une bien meilleure synthèse des deux tendances, pour la bonne et simple raison qu'elle porte sur l'homme lui-même, et non seulement comme les autres sciences de la nature, sur les choses extérieures à l'homme.

La philosophie elle-même enseigne que l'homme est animal raisonnable. Pour sa part, c'est surtout sur les choses de la raison qu'elle attire notre attention. Si bien qu'une formation trop exclusivement philosophique est en quelque sorte incomplète. Elle habitue à regarder les choses de tellement haut que l'esprit pratique peut s'en trouver déformé, en ce sens qu'il peut en venir à considérer les vérités essentielles comme les seules qui existent et les seules dont il importe de tenir compte dans la conduite de sa vie. Elle incite à discuter les problèmes uniquement dans leurs principes, sans suffisamment voir que l'application des principes exige une connaissance intime de la réalité contingente. Les Canadiens

français de l'élite tombent facilement dans cet excès; et l'on a pu dire, non sans apparence de vérité, qu'il peut expliquer, non seulement le manque de sens pratique de beaucoup d'entre eux, mais chez d'autres un désaccord entre leur vie et leurs idées qui prend racine dans leur incapacité de concilier les deux.

Parmi les sciences de l'homme, l'économie politique est sans contredit celle qui s'intéresse plus spécialement à l'organisation de la vie humaine dans ses aspects biologiques ou animaux. C'est pourquoi la formation économique bien comprise a pour effet de mieux balancer un esprit en ce qui concerne son appréciation de soi-même et ses démarches intellectuelles et pratiques. Elle lui fait prendre conscience de ses limites, des conditions très précises d'effort soutenu et d'ingéniosité dans lesquelles il devra de nécessité déployer son activité s'il veut réussir dans la vie, même dans les domaines spirituels. Elle lui montre aussi la grande puissance de l'homme, car l'histoire des réalisations économiques poursuivies dans des circonstances adverses, constitue une véritable épopée à la gloire de l'intelligence et de la capacité de réalisation de l'homme; mais en même temps, elle souligne les limites de cette puissance et les conditions très particulières dans lesquelles elle peut seule produire des fruits. Alors que la philosophie lui ouvre des horizons vers l'infini, l'économie politique lui montre qu'il vit sur une terre à organiser selon des exigences de nature qu'il est possible parfois de dompter, mais qu'il faut toujours respecter. Nulle discipline n'est plus propre à bien faire comprendre concrètement la grande vérité de saint Thomas, selon laquelle à trop vouloir faire l'ange, l'homme aboutit à faire la bête.

François-Albert ANGERS,
*chef du Service d'Économie politique
à l'École des Hautes Études commerciales
(Montréal).*